

1815

Fin de l'âge
des révolutions ?

UNE ANNÉE DANS L'HISTOIRE

Collection dirigée par Florian Louis

« Qu'elles soient charnières, exceptionnelles ou ordinaires, les années traitées dans cette collection ont en commun de ne pas être anodines. Toutes offrent un observatoire privilégié sur une période ou un enjeu historique. Chaque livre propose non pas une histoire factuelle de tout ce qui s'est passé durant une année, mais une mise en lumière du sens et de la portée de cette année dans l'histoire. »

Clément Thibaud

1815

Fin de l'âge
des révolutions ?

puf

ISBN: 978-2-13-086583-4

Dépôt légal: 2026, janvier

© Presses Universitaires de France, 2026
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

Du point de vue de la France, 1815 revêt une signification limpide. La dense séquence des événements de cette année cruciale paraît sans équivoque. Napoléon s'échappe de l'île d'Elbe et débarque à Golfe-Juan, le 1^{er} mars. Sa progression rapide à travers le pays suscite le ralliement de l'armée, qui lui permet de reprendre le pouvoir trois semaines plus tard. Las, l'Europe des princes se réarme contre l'Empereur et le vainc à Waterloo le 18 juin 1815. La Septième Coalition triomphe. La France est à nouveau occupée par les armées alliées, fortes de plus de 150 000 hommes. Les troupes russes défilent sur les avenues parisiennes, et l'image des Cosaques campant sur les Champs-Élysées forge une mémoire douloureuse qui hante le pays tout au long du siècle.

Réuni à partir de septembre 1814, le congrès de Vienne rassemble un aréopage de souverains, d'aristocrates et de diplomates chargés de réorganiser l'Europe après la chute de Napoléon et de mettre un terme à l'ordre impérial qui, *nolens volens*, avait pris la suite de la Révolution française. Au terme de longues négociations, il adopte un ensemble d'actes et de traités qui redéfinissent durablement les équilibres territoriaux et diplomatiques sur le continent tout en réaffirmant l'autorité des monarchies. Ce nouvel ordre

concerne également les colonies, où les puissances européennes s'efforcent de stabiliser leurs possessions et de préserver leurs intérêts stratégiques. C'est le dénouement d'une guerre de Cent Ans qui a opposé les Britanniques aux Français pour la prépondérance européenne, le contrôle des mers et des espaces coloniaux. C'est aussi le triomphe d'une grande puissance continentale, la Russie. C'est surtout la défaite consommée de la Révolution, de la « Grande nation » et de ses idées, la fin de la perturbation mondiale que cet événement capital a produite à l'échelle du globe.

À ce titre, 1815 n'est pas une date heureuse et célébrée en France. La Restauration des Bourbons procède d'une défaite militaire et symbolise l'abaissement provisoire de la puissance du pays. La monarchie retrouve peu ou prou ses frontières anciennes, avec la perte des territoires conquis par la Révolution et l'Empire. La France est occupée par des armées étrangères et placée sous la surveillance stricte de la Quadruple Alliance (Royaume-Uni, Prusse, Autriche, Russie) jusqu'en novembre 1818. Dans le domaine colonial, l'indépendance d'Haïti, obtenue par d'anciens esclaves et libres de couleur en 1804, représente une perte économique majeure pour le pays.

Certes, à la différence de l'Espagne de Ferdinand VII, redevenue quelques mois plus tôt absolutiste, la Restauration française n'est pas un retour à l'Ancien Régime. Elle prend la forme d'une monarchie constitutionnelle, se colore d'un libéralisme dont la nature fluctue avec le temps, et donne la possibilité à une partie des élites de la Révolution et de

l'Empire de trouver une place dans la nouvelle société. Bien des acquis révolutionnaires ne sont pas remis en question, du Code civil napoléonien aux transferts massifs de propriété réalisés à la faveur de la vente des biens nationaux. Mais le retour à un conservatisme politique et social, déjà patent sous l'Empire, se fait sans l'ivresse, la grandeur et les drames de l'épopée napoléonienne. En un mot, 1815 est un enterrement de première classe et signe l'émergence d'une société médiocre, plongée dans les eaux glacées d'un conservatisme borné, sur fond d'affairisme et de petits calculs égoïstes.

Les lignes qui précèdent proposent une description assez classique de ce que 1815 a pu signifier du point de vue français, et de ce que cette date continue à charrier de mémoire malgré les travaux des historiens qui ont changé la compréhension de la Restauration. Ce régime apparaît aujourd'hui moins réactionnaire et médiocre que ce que les imaginaires français et européen en ont retenu (E. de Waresquiel). Si l'on adopte par ailleurs une autre échelle d'analyse et que l'on s'éloigne de la France, le constat d'un arrêt temporaire des dynamiques révolutionnaires s'évanouit. En effet, la chute de l'Empire et le congrès de Vienne ne marquent en réalité qu'une étape au sein d'un âge des révolutions qui doit, au minimum, se prolonger jusqu'aux années 1820, avec les soulèvements libéraux en Espagne, au Portugal et dans la péninsule italienne (1820-1821) et les indépendances de l'Amérique hispanique républicaine et du Brésil impérial (1808-1828).

Dans leur volonté de décentrer l'Europe, les études post-coloniales et la vogue de l'histoire globale ont marqué un

tournant décisif en rappelant qu'il n'était ni souhaitable ni possible de proposer une compréhension du monde à partir du seul point de vue européen, ou occidental (D. Chakrabarty). Le cœur de la proposition est de critiquer les notions de progrès et de civilisation, issues de la pensée des Lumières, pour s'en affranchir. Cet historicisme s'appuie sur l'idée d'un développement continu et cumulatif des sociétés civiles, de l'état le plus fruste à l'expression la plus sophistiquée. Il dessine une temporalité qui est aussi une géographie. Les peuples du monde doivent copier la trajectoire historique du Vieux Continent s'ils souhaitent accéder à la raison, à la prospérité et au raffinement des arts et des lettres.

Ce schéma évolutif a longtemps imprégné la compréhension du rapport des Européens avec les « autres ». Il a incité une partie de l'historiographie des empires et de la colonisation européenne à n'évoquer les populations colonisées qu'à partir du moment où celles-ci étaient conquises. Dans la même logique, l'histoire du monde a pu être écrite à partir des grands processus imprimés par l'Ouest, que ce soit la globalisation des échanges commerciaux et financiers, l'industrialisation ou la modernité politique. En un sens, l'année 1815 symbolise tout cela. Le grand récit de la modernité occidentale voit en effet dans cette période, entendue au sens large, le début d'une progressive domination politique et économique de l'Europe et des États-Unis – l'Atlantique nord – sur le globe tout entier. « L'émergence de l'Ouest et l'occidentalisation du reste » : tel a été l'axe central qui a permis d'interpréter l'histoire dite contemporaine, c'est-à-dire celle qui commence par la fin

des guerres de la Révolution (Ph. Curtin). Ce grand récit est évidemment porteur d'une dimension normative, et le glissement du fait au jugement de valeur a rarement été évité. Dans cette perspective, la « modernité » politique, scientifique, technologique, industrielle et culturelle aurait été le cadeau que le cap occidental de l'Asie aurait fait à l'ensemble des sociétés du globe, par des moyens souvent condamnables, certes. Demeure cependant la conviction que c'est l'Europe qui a transformé le monde en le portant à un stade supérieur de développement.

Remettre en question ces perspectives est salutaire. Il faut refuser de tenir pour une exception le cas de l'Europe. Au prétexte que cet espace serait devenu au début du XIX^e siècle le cœur politique et économique du monde, beaucoup d'interprétations de la période se sont limitées à l'élucidation des causes et à la description des moyens de cette hégémonie. Ces prophéties du passé ont accordé un caractère de nécessité à cette domination, ignorant tout ce qui rapprochait le Vieux Continent des autres parties du monde. Car l'archaïsme n'est pas l'attribut exclusif des peuples lointains, comme beaucoup se sont plu à le penser jadis et persistent à le croire aujourd'hui. Restituer sa pertinence à la notion de globalité en considérant l'Europe comme une région du monde parmi d'autres et comme une autre, ce qu'elle est assurément en 1815, requiert ainsi de s'intéresser aux sociétés lointaines comme si elles étaient proches.

Il est certes impossible pour un historien de se déprendre d'un regard situé, et donc d'une géographie, surtout pour

un Européen, et plus encore pour un Français. Je ne pointe pas tant ici le chauvinisme, qui est la chose du monde la mieux partagée, que la puissance des interprétations forgées pour rendre compte de la Révolution française. Leur force explicative a conduit à en projeter le modèle sur d'autres mouvements révolutionnaires, dont les spécificités ont été gommées. S'en tenir au congrès de Vienne, au retour de la légitimité et à la recomposition des relations internationales en Europe ne vaut, dans cette perspective, que pour une région du monde et sa projection impériale. Dans une perspective attentive à la pluralité des expressions politiques, ce serait se cantonner à une vue provinciale. Inversement, il n'est pas raisonnable d'effacer l'Europe et son histoire, ni de sous-estimer son rôle dans les affaires du monde, comme tendent parfois à le faire certains tenants de l'histoire globale aujourd'hui, dans le souci de rééquilibrer les récits et de faire droit à la vision des vaincus. Le coût est double : d'une part, c'est ratifier négativement la thèse de l'exceptionnalisme européen et, d'autre part, cela fait obstacle à la compréhension de l'impérialisme.

Il faut reconnaître que les ennuis commencent lorsqu'il s'agit d'arracher 1815 à sa seule signification européenne. Projet malaisé tant les corpus d'archives sont dissymétriques entre les différents espaces, et les historiographies, dans un état inégal d'avancement. Il est également impossible de maîtriser toutes les langues nécessaires pour saisir la façon dont se disent les sociétés du monde. Un autre problème délicat est celui des catégories d'analyse, comme celles de

révolution ou de modernité. Celles-ci doivent être capables d'assez de souplesse pour rendre compte du politique au-delà du monde européen et de ses marges impériales tout en gardant suffisamment de pertinence dans les différents contextes d'application. L'âge des révolutions (1775-1825) se limite-t-il à une géographie euro-américaine où ces notions sont nées et prennent tout leur sens ?

Dans cette optique, le contraste est saisissant entre la première séquence révolutionnaire et les révolutions impériales qui, au tournant de la Première Guerre mondiale, transforment le monde. L'empire millénaire de Chine se mue alors en république avec la chute de la dynastie mandchoue des Qing (1911-1912). Celui des tsars devient une union fédérative de républiques soviétiques (1917-1922) tandis que les vénérables empires centraux allemand, autrichien et ottoman s'effondrent pour laisser place à des souverainetés définies selon le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et si, au début du ^{xx}e siècle, les révolutionnaires du globe – de New York à Pékin, de Moscou à Tokyo – savent qui est Montesquieu, Marx ou Bakounine, un siècle plus tôt, les Lumières politiques et les révolutions d'Europe et des Amériques restent méconnues dans presque toute l'Afrique ou l'Asie. Alors que sèche l'encre des signatures sur l'Acte final du congrès de Vienne, point d'hégémonie intellectuelle des répertoires politiques de l'Ouest ni de domination globale de l'Europe. Un siècle plus tard, les révolutionnaires et contre-révolutionnaires du monde entier savent ce qu'est le libéralisme, le socialisme, l'anarchisme ou le communisme.

C'est donc une ligne de crête que l'on suivra ici pour dessiner les répercussions globales de l'âge des révolutions et ses héritages au-delà de la chute de l'Empire napoléonien. Dans leurs rapports à la religion, au travail, à l'organisation sociale, les sociétés européennes demeurent en effet banales à l'échelle du monde. Malgré les commencements de la révolution industrielle, le Vieux Continent reste un espace essentiellement rural, gouverné par des aristocraties tirant l'essentiel de leur pouvoir de la terre, dans lequel la religion organise les sociétés. Il se compare en cela au « reste » du monde. Inversement, il est indéniable que l'époque voit basculer l'équilibre des puissances vers l'Ouest. Ce sont des Européens – rejoints par le Japon, la Russie et les États-Unis – qui sont les principaux acteurs de l'impérialisme et du colonialisme au cours du XIX^e siècle. La modernité politique libérale, la mécanisation des manufactures, l'intensification du commerce mondial, l'usage des énergies fossiles, le « désencastrément » progressif de l'économie vis-à-vis de la société constituent autant d'éléments classiques expliquant une divergence dont cet essai entend sonder la nature.

Pour ce faire, il convient de considérer l'année 1815 dans un cadre géographique plus ample que celui de l'Europe et dans une chronologie élargie à un âge long des révolutions et des contre-révolutions. L'échelle de l'Atlantique est privilégiée, sans que soient négligées les connexions éventuelles avec les autres continents et les comparaisons là où elles sont possibles. Je suis un historien de l'Amérique latine et ce livre en porte évidemment la trace. Il pâtit des limites découlant de

la maîtrise inégale des langues et des historiographies. De fait, ce court essai n'a pas l'intention ni la prétention de produire une histoire globale de l'année 1815. Il tente d'ébaucher une perspective multisituée de cette époque en prenant pour cadre privilégié l'espace euro-américain, et, à partir de là, s'essaie à établir des comparaisons et des connexions avec d'autres sociétés d'Afrique, d'Asie ou d'Océanie. Ce choix doit permettre de contenir le biais téléologique qui tient pour acquis la prédominance européenne.

La méthode combine ainsi l'analyse contextuelle, connectée et comparative. Contextuelle, du fait qu'elle s'attache aux grandes problématiques globales concernant l'environnement ou l'économie – de l'éruption aux conséquences mondiales du volcan Tambora en Indonésie à l'essor du grand commerce et des manufactures. L'intérêt pour la circulation des acteurs, des répertoires d'idées et d'action permet de connecter les espaces. L'approche est aussi comparative, mais de manière critique, puisqu'elle interroge la pertinence de ses critères. Qu'ont en commun la « révolte » du Lotus blanc, en Chine, les « révolutions » djihadistes de l'Afrique de l'Ouest et celles qui ont conduit aux indépendances ibéro-américaines ?

Ainsi le décentrement hors de l'Europe et de l'Atlantique ne peut-il se faire qu'au prix d'une réflexion critique sur la validité des concepts employés comme ceux de révolution, de modernité, de capitalisme ou d'industrialisation. À quelles conditions ces notions, définies dans un cadre européen ou nord-américain pour rendre compte d'une histoire singulière, sont-elles applicables pour organiser la comparaison avec

d'autres espaces, où leur usage n'est pas toujours pertinent ? Car si l'on adopte les définitions classiques de révolution ou de modernité, l'on peut être tenté d'en réduire l'extension géographique au vieux monde développé, le reste du globe étant défini en creux comme celui où de tels processus ont échoué ou se révèlent impossibles. C'est ainsi qu'on a longtemps décrit le « tiers-monde », les pays « en développement » et maintenant le « Sud global » : un espace encore dépourvu de ce qui existe ailleurs (la modernité, l'industrie, la prospérité, la paix et même, pendant longtemps, la révolution). Organiser la comparaison *à partir de ce qu'il y a* remet en question le caractère unique des expériences politiques et économiques « occidentales » et les élaborations théoriques qui, depuis les Lumières, ont pensé cet exceptionnalisme. Il est sans aucun doute possible de penser en marge de ce cadre hérité. La déstabilisation de ce dernier permet du moins de restituer à la compréhension de 1815 sa polyphonie pour mettre en valeur d'autres expériences de la politique, d'autres façons d'entrer dans la modernité.

Tout travail fondé sur la science, *a fortiori* dans le domaine historique, est par nature collectif et cumulatif. Les contraintes éditoriales de cette collection ne me permettent pas de citer en bas de page les nombreux travaux de collègues sur lesquels s'appuient les lignes qui suivent. Sans ces derniers, recensés dans la bibliographie finale, un tel essai aurait été évidemment impossible. J'ai sans doute appris davantage des doctorants et des masterants que j'ai eu l'honneur d'encadrer qu'ils n'ont

Introduction

appris de mes enseignements. Qu'elles et ils en soient chaleureusement remerciés. Grand merci à Laurine Manac'h pour ses conseils. Je reconnais une dette spéciale aux membres du laboratoire Mondes américains. La collaboration avec Nathan Perl-Rosenthal au sein du séminaire « Age of Revolutions » et la lecture de ses livres ont été une grande source d'inspiration pour ce petit essai. Geneviève Verdo, Gabriel Entin et Jean-Frédéric Schaub m'ont amicalement accompagné au fil des années et nos discussions ont été fondamentales pour sa formulation. Toute ma gratitude à Jeanne Moisand, Eugenia Palieraki et Romy Sanchez pour nos discussions.

Ce livre est évidemment dédié à Simon, Gaspard, Esther et Anne-Orange.